



SECRETARIAT EXECUTIF

**ACQUIS ET EXPERIENCES DU CILSS DANS LE DOMAINE
DE LA PROMOTION DE LA TRANSFORMATION ET DE LA
VALORISATION DES PRODUITS AGRICOLES LOCAUX :**

Bilan et perspectives

I. INTRODUCTION

Les excédents et déficits de campagnes confèrent au marché et à la transformation un rôle stratégique dans la gestion de la sécurité alimentaire aux niveaux national et régional. Le marché dans toutes les économies modernes tire la production et crée un effet d'entraînement sur les autres secteurs.

Aussi, les appuis à l'amélioration de la production et de la productivité doivent être soutenues et renforcées par un marché national et régional dynamique, transparent et bien intégré. Autrement, le système n'est pas viable à long terme !

La réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires 2008, placée sous le thème «**rôle et importance du marché dans la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest**» donne l'occasion au CILSS de revenir sur une de ses initiatives majeures en matière de contribution à la réalisation de la sécurité alimentaire : la promotion et la valorisation de la transformation des produits agricoles locaux ! Durant quinze ans, le CILSS a mené des activités, obtenu des résultats, acquis des expériences et produits des effets et impacts dignes de partage. C'est l'objet de la présente communication !

II. HISTORIQUE ET EVOLUTION

L'appui du CILSS au secteur de la transformation a débuté avec le colloque de Mindélo (Cap Vert) tenu du 1^{er} au 6 décembre 1986 sur « les politiques céréalières dans les pays du Sahel ».

Le contexte d'alors était marqué, entre autres, par des politiques de développement tournées vers l'exportation des matières premières brutes et la consommation de produits finis ou semi finis exogènes et une « chute continue des cours des matières premières brutes sur les marchés internationaux ». Au terme de ses travaux, le colloque a lancé le mot d'ordre du « **consommer sahélien** ».

Sur cette base, le CILSS a décidé, de concert avec le Club du Sahel, de mettre en place un « Programme Régional de Promotion des Céréales Locales », dénommé PROCELOS dont l'objectif était alors « d'appuyer les actions de promotion des céréales locales et améliorer la connaissance du secteur de la transformation et de la distribution ».

Le processus d'opérationnalisation du PROCELOS a suivi les principales étapes ci-après :

- Etat des lieux dans trois pays (Burkina Faso, Mali et Sénégal) en 1988 ;
- Première phase et phase intermédiaire (Burkina Faso, Mali et Sénégal) de 1988 à janvier 1990 puis de février 1990 à septembre 1991 ;
- Deuxième phase allant d'octobre 1991 à décembre 1995 : consolidation de la première phase et extension dans trois autres pays (Guinée Bissau, Niger et Tchad) ;
- Troisième phase intervenue dans le cadre de l'opérationnalisation du Programme de Restructuration et de Relance Durable (PRRD) avec le premier Plan Triennal 1996-1998 (mise en place des relais nationaux) ;
- Le deuxième plan triennal 1999-2001 marqué, entre autres, par le remplacement des projets régionaux par des unités opérationnelles, a vu les attributions du PROCELOS prises en charge par « l'Unité de Promotion/Développement des Micro-, Petites et Moyennes Entreprises de transformation des produits agroalimentaires (UPPME) ».

III. RAPPEL DES PRINCIPAUX RESULTATS, ACQUIS ET EXPERIENCES

Les efforts conjugués du CILSS, de ses partenaires, des Etats, des autres intervenants et l'abnégation des acteurs de la transformation ont permis d'enregistrer des résultats, acquis et expériences parmi lesquels on peut citer :

- L'amélioration de la structuration et du cadre institutionnel/ organisationnel des acteurs de la transformation : mise en place de relais nationaux PROCELOS dans tous les pays membres puis leur mutation en structures de type privé dans la continuité de la création et/ou du renforcement

d'associations professionnelles d'opérateurs économiques de la transformation (**Existence de répertoire des transformateurs, de site web, de bulletins d'information, de vitrines d'exposition**) : FENATRA (Fédération nationale des produits agroalimentaires) au Mali, UTPLB (Union des transformateurs des produits locaux du Burkina) au Burkina, ATOSA (Association Tchadienne des Opérateurs du Secteur Agricole, etc.) ;

- La meilleure prise en compte des aspects technologiques dans les programmes de recherche agricole (variétés, outils/matériels, etc).
- L'amélioration des connaissances sur la problématique de la transformation, des produits locaux transformés et de leur consommation par le public et les professionnels de la restauration et de l'hôtellerie (foires, salons, Coupe d'Afrique des Nations, Téléfood, etc.) ;
- La présence des produits locaux transformés de plus en plus remarquée dans les circuits de distribution (alimentations, super marchés, boutiques, pharmacie, etc.) et dans les cérémonies officielles publiques et privées ;
- L'amélioration des conditions d'approvisionnement en emballages ;
- L'amélioration de la présentation et de la qualité des produits agroalimentaires locaux transformés ;
- L'existence d'un « Plan d'Actions pour l'amélioration de la qualité des produits agroalimentaires transformés » assorti d'un mécanisme de coordination et concertation pour l'harmonisation des actions ;
- L'appui à la création du Réseau des Professionnels de l'Agroalimentaire en Afrique (INTERFACE) dont le siège est à Dakar et regroupe au moins 14 pays ;
- L'appui au lancement des 1ères journées Agroalimentaires à Ouagadougou en novembre 2000 par la FIAB. Les JAAL, qui se tiennent tous les 2 ans, offrent un espace de promotion des produits et des entreprises agroalimentaires de la sous région ;
- L'existence de modèles/ références pionnières avec le CILSS dans le domaine de la transformation des produits agricoles locaux : exemples de Mesdames Simone ZOUDI du Burkina Faso, Mesdames **Binta Coulibaly, Mariama Mbodj et Aïssatou Dème au Sénégal, Fadima Mariko et Aïssata Dème au Mali, etc** ;
- Le renforcement de l'autonomie et des capacités techniques, opérationnelles/ d'intervention (professionnalisme) des acteurs réels de la transformation ;
- L'élargissement et le développement du partenariat par la coordination et les organes nationaux du PROCELOS avec des institutions, projets, programmes et réseaux intervenant dans le secteur, permettant aux relais nationaux de trouver des collaborations et ressources pour exécuter certaines activités ;
- La diffusion et la vulgarisation des recettes culinaires à travers, des livrets, émissions de radio et de télévision, démonstrations, séances de dégustation. Ces actions ont eu un impact réel sur la consommation. Il convient de signaler qu'à sa demande, plusieurs recettes ont été communiquées à la FAO qui les diffuse dans le cadre de son programme d'information sur les technologies post-récoltes (INPHO) ;
- La pérennisation des ex -relais nationaux PROCELOS à travers l'émergence d'organisations/ Associations professionnelles privées et poursuite/prise en charge de certaines des activités du PROCELOS/UPPME par ces organisations privées ;
- La pénétration des marchés extérieurs notamment du Nord par certains transformateurs (beurre de karité, confitures, produits cosmétiques, etc.) ;
- La meilleure perception par les acteurs de l'importance de certaines questions (qualité et emballage, information, conseil, etc.) dans la conduite de leurs activités grâce aux actions de sensibilisation et formation.

IV. LECONS APPRISES

- Le rôle pionnier du CILSS en matière d'appui à la promotion et à la valorisation des produits agroalimentaires locaux transformés a inspiré ou eu des effets d'entraînement aux plans régional comme national (Projet « Initiative Mils-Sorghos », SASAKAWA GLOBAL 2000, Afrique Verte, Projet de Promotion des Céréales Locales au Sénégal, Projet de transformation sorgho rouge en produit de haute valeur ajoutée au Burkina, Projet transformation du fonio multi pays (Burkina, Mali, Guinée), etc.) ;

- La contribution et le rôle de la transformation des produits agroalimentaires locaux à la sécurité alimentaire demeurent pertinents et importants dans un contexte de chute des cours des matières premières ou de hausse généralisée des prix des produits agricoles et alimentaires ;
- L'option d'autonomisation des relais PROCELOS a connu des succès dans certains pays (Burkina Faso, Gambie, Mali, Sénégal, Tchad) malgré l'absence d'une stratégie globale et cohérente préalablement définie et la faiblesse/absence des moyens prévus ;
- Les enjeux et défis pour la promotion et la valorisation des produits agroalimentaires locaux transformés demeurent les problématiques du changement des habitudes de consommation, de l'accès aux crédits, du coût des facteurs de production, de la gestion de la qualité, de l'approvisionnement en matières premières, de l'organisation et de la professionnalisation des acteurs, de l'équipement, de la mise en marché, de l'appui institutionnel et organisationnel et de la disponibilité de ressources humaines qualifiées et en quantité ;
- Le secteur a un fort potentiel de développement qui peut être renforcé grâce à la levée des contraintes évoquées ci-dessus.

V. LA TRANSFORMATION DANS LE CONTEXTE DE LA HAUSSE GENERALISEE DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE

Le contexte actuel est marqué, au plan mondial, par la crise financière internationale et ses répercussions sur le reste de l'économie et l'aide publique au développement et au plan sous régionale par une production record de céréales (estimations : 56 millions de tonnes pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest dont 18,5 millions de tonnes pour le Sahel). Malgré cette production record, la situation alimentaire régionale est caractérisée par un fléchissement des prix des céréales locales (maïs, mil, sorgho) et la poursuite à la hausse des prix des produits alimentaires importés (riz, blé, huile, etc.). Ce qui donne globalement une situation de marché de produits alimentaires tendu.

Alors quelle place peut avoir la transformation des produits agricoles locaux dans un contexte de chute ou de hausse généralisée des prix des produits agricoles et agroalimentaires?

Il importe de noter qu'une chute généralisée des cours touche prioritairement les producteurs (zone rurales) tandis qu'une hausse généralisée des prix des denrées alimentaires touche prioritairement les populations urbaines dont une partie importante de l'alimentation provient des importations **ainsi que les populations des zones rurales déficitaires**. L'urbanisation galopante, la baisse du pouvoir d'achat et le changement de modes de consommation des citoyens constituent des facteurs amplificateurs.

Aujourd'hui, avec la hausse généralisée des prix des produits alimentaires, l'unanimité s'est faite sur la nécessité d'investir dans l'agriculture et d'améliorer la production et la productivité agricoles ainsi que le rôle déterminant du marché. Si l'accroissement de la production et de la productivité, les Stocks Nationaux de Sécurité alimentaire, les Banques de Céréales et autres mesures de restriction des exportations ou de facilitation des importations participent de la recherche de la Sécurité alimentaire, le développement de la transformation des produits agricoles locaux demeure la stratégie la plus cohérente, porteuse, structurante et le passage obligé pour booster le secteur et les filières agricoles et assurer cette Sécurité Alimentaire.

En effet, la transformation, la conservation et la valorisation des produits agricoles locaux sont des étapes déterminantes dans la chaîne agroalimentaire avec des retombées multiformes et incommensurables. Elles permettent de :

- minimiser les pertes post-récoltes ;
- créer des richesses (valeur ajoutée) ;
- assurer l'approvisionnement régulier en produits alimentaires ;
- stabiliser l'offre et les prix des produits alimentaires ;
- créer des emplois donc des revenus ;
- lutter contre la pauvreté ;
- mettre à la disposition des consommateurs des produits sains, nutritifs, adaptés et facilement utilisables ;

- améliorer la disponibilité et faciliter l'accès aux denrées alimentaires ;
- améliorer la qualité des produits alimentaires ;
- réduire la dépendance d'un pays vis-à-vis de l'extérieur pour la satisfaction de ses besoins alimentaires et partant de réduire le déséquilibre de sa balance commerciale ;
- développer le secteur agricole (au sens large) et de produire des effets d'entraînement dans certains secteurs de l'économie ;
- etc.

Mais tout cela suppose l'existence, dans le temps et l'espace, de produits agricoles transformés de qualité, compétitifs, adaptés aux besoins des consommateurs, attractifs et en quantité suffisante. Cette vision cherche à promouvoir l'émergence de nouvelles politiques agricoles et industrielles qui visent la valorisation optimale des matières premières agricoles.

VI. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Au regard de ce qui précède, et compte tenu du rôle centrale et déterminant de la transformation des produits agricoles locaux dans : (i) la réalisation de la Sécurité Alimentaires et la lutte contre la malnutrition, ii) la régulation des marchés des produits alimentaires, iii) la création de valeur ajoutée et d'emplois, iv) la gestion des pertes post récoltes, v) la régularité et la stabilité des approvisionnements et des prix, nous formulons les recommandations suivantes :

1. Intégrer la problématique de la transformation des produits agricoles locaux dans les axes stratégiques des politiques et stratégies agricoles, de sécurité alimentaires et de lutte contre la pauvreté ;
2. Formuler et mettre en œuvre un Programme régional d'appui au secteur de la transformation des produits agricoles locaux à l'issue de l'étude en cours sur la « **capitalisation des initiatives réussies en matière de transformation des produits agro- sylvo- pastoraux** » ;
3. Accorder une réelle priorité au secteur de la transformation dans les Politiques, programmes, Projets et Plans d'actions actuels visant la relance et l'augmentation de la production agricole ;
4. Promouvoir un environnement institutionnel et économique favorable au développement du secteur de la transformation agro-alimentaire ;
5. Promouvoir les technologies locales et la fabrication du matériel et équipements locaux adaptés ;
6. Mettre l'accent sur la levée des contraintes et préoccupations telles l'accès aux crédits, la réduction du coût des facteurs de production, une fiscalité adaptée, la gestion de la qualité, l'approvisionnement en matières premières, l'organisation/structuration et la professionnalisation des acteurs, la mise en marché, le changement des modes de consommation et la disponibilité de ressources humaines qualifiées et en quantité.